

Document 1

FINANCES PUBLIQUES EN % DU P.I.B.

Rubriques	2003	2004	2005	2006*
<u>Recettes ordinaires</u>	24,2	23,5	24,4	23,8
• Recettes fiscales	19,9	20,0	<u>20,8</u>	19,8
-dont recettes fiscales directes	7,9	8,2	8,7	8,3
• Privatisation	1,5	1,2	1,5	1,0
• Autres recettes non fiscales	2,8	2,3	2,1	3,0
<u>Dépenses ordinaires</u>	23,3	23,2	26,2	23,3
• Personnel	12,7	12,8	12,9	12,0
• Autres biens et services	5,2	5,2	7,6	5,9
• Intérêts de la dette	4,1	3,9	3,7	3,8
• Compensation	1,2	1,3	1,9	1,6
<u>Solde ordinaire</u>	1,0	0,3	0,3	2,6
<u>Dépenses d'équipement</u>	4,7	4,6	3,9	4,6
<u>Déficit global</u>	-3,3	-3,5	-5,3	-3,2

*Estimation du Haut Commissariat au Plan

Source : *Finances News Hebdo* n°332 du 09.02.2006

Document 2

La politique monétaire menée en 2004 a veillé, à l'instar des dernières années, à la consolidation de la stabilité des prix. Elle a, en outre, dans un contexte qui continue d'être marqué par la surliquidité, visé à assurer une rémunération adéquate de l'épargne et à favoriser le processus d'assouplissement des conditions de financement, afin de soutenir l'activité économique ...

... Ainsi, la cadre d'intervention de Bank Al Maghrib sur le marché monétaire comportait, en outre, des opérations d'Open Market, de swaps de change et de reprises de liquidités hebdomadaires en tant que mécanisme de réglage fin.

Source : Rapport de Bank Al maghrib, Année 2004

Document 3

L'encours global de la dette publique directe s'est établi, à fin décembre 2004, à 294,6 milliards de dirhams et a augmenté de 1,4%. Toutefois, le taux d'endettement global du trésor s'est réduit d'une année à l'autre revenant de 69,4% à 66,7% en 2004. L'encours de la dette intérieure, en hausse de près de 6 %, a atteint 224,1 milliards de dirhams représentant ainsi 76,1% de l'encours global et 50,7% du PIB en 2004.

Source : Rapport de Bank AL Maghrib, Année 2004

Document 4

En un peu plus de dix ans, l'Etat à travers le département de la privatisation aura fait plutôt une bonne affaire. Les cessions des sociétés publiques ont été réalisées dans un cadre favorable. Sur la période 1993-2005, ce sont en effet 102 opérations de privatisation qui ont été effectuées pour un volume global de recettes générées de près de 77 milliards de dirhams. Ces recettes de cession représentent environ la moitié d'un budget annuel de l'Etat.

Ces entrées ont permis durant des années à servir de véritable manne* budgétaire.

Elles ont en outre contribué, dans la majeure partie des cas, à améliorer l'environnement et le cadre de l'entreprise cédée en lui permettant d'évoluer dans une concurrence saine et d'ouverture. L'apport des privatisations est indéniable au niveau de plusieurs secteurs de l'économie.

(*) Aubaine, opportunité.

Source : Le Matin du 05.12.2005

TRAVAIL À FAIRE :

- 9**
- a.** Lire et nommer la part en pourcentage soulignée au tableau du document N°1.
 - b.** Calculer la part prévue des recettes fiscales indirectes dans le P.I.B. en 2006. (DOC. 1)
 - c.** Calculer la part prévue des dépenses de fonctionnement dans le P.I.B. en 2006. (DOC.1)
 - d.** En tenant compte des réponses précédentes et des connaissances acquises, relever du document N°1 et commenter 5 principales caractéristiques budgétaires au Maroc en reproduisant le tableau suivant :

Caractéristiques budgétaires	Commentaires correspondants

2 a. Relever du document N°2, en expliquant, deux instruments utilisés par Bank Al Marghrib pour agir sur le marché monétaire.

b. Dégager et justifier deux objectifs assignés à cette politique monétaire (sur la base du document 2).

3 a. Sur la base du document N°3, reproduire et compléter le tableau suivant :

Composantes de la dette publique	La part en % dans l'encours global	Le sens de l'évolution
Dettes internes		
Dettes externes		

b. b1. Préciser deux avantages de l'évolution du poids de la dette publique interne au Maroc.

b2. En donner deux risques éventuels.

4 Expliquer la phrase soulignée au document N° 4.

5 Préciser :

a. Trois retombées positives de la privatisation autres que celles citées dans le document N°4.

b. Trois effets négatifs de la privatisation.

Document 5

Toute surévaluation de la monnaie nationale par rapport à celle des partenaires commerciaux, clients ou concurrents, augmente le prix à l'export et influe négativement sur la compétitivité du pays sur les marchés internationaux. Selon les analystes du Centre Marocain de Conjoncture, «le débat sur le taux de change ne peut se limiter à une polémique autour de la dévaluation ». Il devra également porter sur le régime de change qui se définit comme l'ensemble des règles et des mesures qui délimitent et guident le champ d'intervention des autorités monétaires sur le taux de change. Il est à rappeler que le régime de change appliqué au Maroc est celui du change fixe.

Désormais, il faut admettre que l'ouverture accrue expose le pays plus fréquemment à des chocs externes. Il s'avère ainsi plus judicieux de mettre à la disposition des opérateurs des produits financiers leur permettant de se prémunir contre les risques générés par l'instabilité du taux de change. **Parce qu'à défaut de faire face aux réels problèmes de compétitivité, la dévaluation apparaît comme une solution de facilité, mais avec un résultat incertain voire contraire à l'objectif arrêté.**

Source: 100 fiches pour comprendre les Sciences Economiques.

Document 6

L'économie ouverte réduit l'effet multiplicateur en raison d'une grande contrainte

extérieure. Ainsi, **le solde budgétaire déficitaire détériore la balance commerciale.** Si l'offre ne s'adapte pas à l'accroissement de la demande, cela relance l'inflation et non la croissance.

Source : *Finances News Hebdo* N°332 du 06.02.2006

Document 7

L'ouverture aux échanges internationaux et la part prise dans le commerce international peuvent refléter une plus grande aptitude à répondre à une demande internationale, condition de la croissance et du développement pour les défenseurs du libre échange. L'évolution du commerce mondial ne plaide, cependant, pas en faveur d'une intégration profitable pour tous.

Hormis les Etats d'Asie, le reste des pays en développement a plutôt vu sa part dans le commerce international se marginaliser. La libéralisation des échanges sous la conduite du GATT, puis de l'O.M.C. ne s'est pas traduite par une convergence d'intérêt entre chacun des acteurs de l'économie mondiale. L'intégration s'est, en général, faite sur la base de spécialisations peu avantageuses pour les Pays en Développement (PED).

Entre 1960 et 2000, les PED non exportateurs de pétrole ont vu leurs termes de l'échange diminuer d'environ 25%, et parmi eux les Pays les Moins Avancés (PMA) ont subi une perte de 50%.

Source : *Sciences Economiques et Sociales ; Terminale ES ; BORDAS-2003*

Document 8

Fin octobre, l'Association Marocaine des Exportateurs a présenté une stratégie pour la promotion des exportations.

Elle était attendue depuis 14 mois et devait aboutir d'ici fin janvier 2006 à un contrat programme entre le gouvernement et les exportateurs. Mais, il faut, avant cette date, discuter argent, tutelle et organisation. En deux ans, les exportateurs promettent une croissance globale de 7% de nos exportations et une augmentation de 10% de nos parts de marché dans les pays où nous exportons déjà. **Le gouvernement doit, davantage, mettre la main dans la poche et jouer la carte de la diplomatie économique.**

Source: *Tel Quel* N°198 du 5.11.2005

TRAVAIL À FAIRE :

- 6 Expliquer le passage souligné au document N°5.
- 7 Préciser 2 arguments qui justifient l'adoption du change fixe par le Maroc.
- 8 Expliquer la phrase soulignée au document N°6.
- 9 En se référant au document 6, reproduire et compléter le tableau suivant :

	Arguments relevés du texte	Fondements théoriques correspondants
En faveur du libre-échange		
Critiquant le libre-échange		

- 10 a.** Expliquer la phrase soulignée au document 8.
b. Préciser comment la stratégie de promotion des exportations peut contribuer au développement économique ?

Document 9

EVOLUTION DU PRODUIT INTÉRIEUR BRUT ET DE SES COMPOSANTES (MONTANTS EN MILLIONS DH ANNÉE DE BASE 1980)

Secteurs	2003	2004	2005	2006(*)
Secteur primaire	24 446	24 911	21 074	23 772
Part en %	15,65	15,30	12,74	13,67
Variation en %	18	1,9	-15,4	12,8
Secteur secondaire	45 962	48 230	50 834	53 224
Part en %	29,44	29,63	30,74	30,59
Variation en %	2,6	4,9	5,4	4,7
Secteur tertiaire	85 732	89 626	93 480	96 960
Part en %	54,91	55,07	56,52	55,74
Variation en %	4	4,5	4,3	3,7
P.I.B.	156 140	162 767	165 388	173 956
Variation en %	5,5	4,2	1,6	5,2

NB: Les variations sont calculées d'une année à l'autre.

(*) Estimatioins du Haut Commissariat au Plan

Source : *Finances News Hebdo* n°332 du 09.02.2006

Document 10

La sécheresse récurrente bouleverse les données de l'agriculture marocaine depuis au moins deux décennies. Elle remet en cause la politique agricole poursuivie jusqu'ici et appelle à une révision en profondeur de toute la stratégie de développement du pays basée en grande partie sur celui du secteur agricole. En dépit de sa mécanisation, l'agriculture marocaine ne peut jouer son rôle de locomotive de développement. Une idée bien ancrée dans les esprits pose comme postulat indiscutable la vocation agricole du Maroc. Cette fausse idée, héritée de l'époque coloniale, continue de déterminer le comportement des responsables à l'égard du secteur agricole. Contrairement à cette affirmation, le Maroc comme la majorité des pays en développement est plutôt un pays à vocation industrielle et accessoirement touristique. La vocation industrielle peut sembler à première vue quelque peu irréaliste.

Mais à y regarder de plus près, elle est moins saugrenue* qu'il n'y paraît.

*Absurde

Source : *Le Matin* du 05.12.2005

Document 11

Le plan émergence vise à faire du secteur industriel un vrai acteur de développement. Le Maroc est aujourd'hui confronté à d'importants défis économiques et notamment

à un ralentissement de la croissance au niveau national et à un déséquilibre grandissant de sa balance commerciale élargie.

Le but du programme émergence est d'identifier les secteurs clés qui seront les moteurs de croissance à l'export et d'articuler une politique industrielle volontariste et ciblée sur ces moteurs de croissance et, par ailleurs, d'arrêter les grandes actions à entreprendre afin d'améliorer la compétitivité de l'ensemble du tissu industriel existant. Le plan s'interroge sur l'option d'assurer une croissance durable et soutenue sans être à la merci des aléas climatiques. Statistiques à l'appui, on peut relever les limites du secteur industriel dont la contribution ne dépasse pas les 16% du P.I.B. , 12% de l'emploi et 52% des exportations avec une prédominance des filières agro-alimentaire, textile et cuir.

En bref, «Le Maroc a une base industrielle fragile et des avantages comparatifs mal ou non utilisés.»

Source : *La Vie Economique* du 03.03.2006

Document 12

DÉVELOPPEMENT HUMAIN MIRACLE OU DÉFI ?

Le changement mental ne serait-il pas principal, à la fois premier et décisif acteur de développement?... Pourquoi l'économie, loin de se réduire à des données quantitatives ou à des rapports de production, ne supposerait-elle pas, au préalable, une mentalité favorable au progrès? Et si la démocratie ne se limitait pas à des institutions, mais exigerait un esprit public apte à les faire jouer efficacement ?

Si cette influence du facteur humain et culturel était une cause, non pas unique mais déterminante, du retard comme du progrès économique, des crises comme de l'équilibre politiques...

Nous avons de la peine à reconnaître que notre manière de penser ou de nous comporter collectivement, puisse avoir des incidences matérielles. Nous préférons expliquer la matière par la matière, plutôt que par la manière.

... Avoir 43% de marocains âgés de plus de 10 ans analphabètes et seulement 600 000 livres disponibles dans toutes les bibliothèques du pays, nous rivalisons avec les pays les plus pauvres du monde; être classé 124^e sur 177 pays en terme de développement humain révèle l'ampleur du défi que les générations futures doivent relever et gagner...

Simplifions : il existe deux voies pour un pays de réagir à sa problématique de développement : ou bien surmonter son handicap par rapport aux pays avancés et les imiter en adaptant leurs comportements à son propre environnement : la voie japonaise, suivie après 1945 par les dragons du Sud-est asiatique, la Chine, puis l'Inde au début des années 1980. Plus près de nous, le modèle de la Turquie Kémaliste et aussi notre voisin l'Espagne. Ou bien aggraver son handicap, c'est à dire attribuer son échec non à soi-même, mais à l'hyper-compétitivité des pays industriels, à la guerre économique mondiale qui semble avoir remplacé les conquêtes territoriales d'antan...

Source : *La Vie Economique* du 03.03.2006

TRAVAIL À FAIRE :

- 11 a.** Lire et nommer la variation en % soulignée au tableau N°9
b. Sur la base du document N°9:
b₁. Qualifier l'évolution du PIB de 2003 à 2006
b₂. Expliquer la croissance (de 1,6%) du PIB en 2005 par rapport à 2004.
b₃. Commenter la structure estimée du PIB marocain en 2006.
- 12** L'auteur du document N°10 considère que la vocation agricole du Maroc est une fausse idée. Donner deux arguments qui justifient ce point de vue.
- 13** Relever du document N°11 trois objectifs visés par le plan Emergence.
- 14** Le Maroc a une base industrielle fragile:
a. Enumérer trois arguments justifiant cette fragilité.
b. Quel est l'impact de cette fragilité sur le développement du pays :
b₁. Sur le plan économique ?
b₂. Sur le plan social ?
- NB :** Deux idées par réponse suffisent.
- 15** Expliquer comment le tourisme peut être une locomotive de développement. (Trois idées suffisent)
- 16 a.** Comparer les deux indicateurs de développement: le Revenu national et l'Indice de Développement Humain.
b. Indiquer leur utilisation.
- 17 a.** Quel est le facteur essentiel de blocage de développement au Maroc pour l'auteur du texte du document 12.
b. L'unique voie de développement suggérée par l'auteur est-elle logiquement fondée ? Expliquer.